

Op voordracht van het lid van het College belast met het Openbaar Ambt en van het lid van het College belast met Beroepsopleiding;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid als bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 2 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 tot organisatie van de toekenning van de maaltijdcheques aan het personeel van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie wordt opgeheven en vervangen door de volgende bepaling:

“De personeelsleden van de instelling bedoeld in artikel 1 genieten maaltijdcheques met een nominale waarde van 8 waarvan het aantal wordt berekend overeenkomstig artikel 19bis, § 2, 2°, van het koninklijk besluit van 28 november 1969, genomen in uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, artikel 19bis, § 2, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 3 februari 1998, van 10 juni 2001, van 18 februari 2003, van 11 juli 2003, van 27 april 2004, van 13 februari 2009 en van 12 oktober 2010.

De tegemoetkoming van de instelling van openbaar nut geplaatst onder de controle van het College in de prijs van de maaltijdcheques bedraagt 6,91 euro; de tussenkomst van het personeelslid bedraagt 1,09 euro per maaltijdcheque.”

Art. 3. Dit besluit wordt van kracht voor de prestaties vanaf de maand oktober 2018.

Art. 4. De leden van het College bevoegd voor het Openbaar Ambt en Beroepsopleiding worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Gedaan te Brussel, op 8 november 2018.

De voorzitter van het College bevoegd voor Begroting,

F. LAANAN

Het lid van het College bevoegd voor het Openbaar Ambt,

D. GOSUIN

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/11488]

14 MARS 2019. — Arrêté 2018/2162 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'Arrêté 2014/562 du Collège de la Commission Communautaire Française du 24 avril 2014 portant exécution du décret de la Commission communautaire française du 5 juillet 2013 relatif au parcours d'accueil pour primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale, et modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 19 mars 2015 relatif à la programmation des bureaux d'accueil pour primo-arrivants et modifiant l'article 29 de l'arrêté 2014/562 du Collège de la Commission communautaire française – troisième lecture

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 18 juillet 2013 relatif au parcours d'accueil pour primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission Communautaire Française du 24 avril 2014 portant exécution du décret de la Commission Communautaire Française du 18 juillet 2013 relatif au parcours d'accueil pour primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission Communautaire Française du 19 mars 2015 relatif à la programmation des bureaux d'accueil pour primo-arrivants et modifiant l'article 29 de l'arrêté 2014/562 du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 10 octobre 2018;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget donné le

Vu l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé – Section Cohésion sociale donné le 18 décembre 2018;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation respective des hommes et des femmes, requis en vertu de l'article 3, alinéa 1^{er}, 2° du Décret du 21 juin 2013 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Commission Communautaire Française, émis le 17 septembre 2018;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation des personnes handicapées, requis en vertu de l'article 4, § 3 du décret du 5 décembre 2016 portant intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Commission Communautaire Française, émis le 17 septembre 2018;

Vu l'avis 65.326/4 du Conseil d'Etat, donné le 6 mars 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Cohésion sociale,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

CHAPITRE 1^{er}. — *Des modifications apportées à l'arrêté 2014/562 du Collège de la Commission communautaire française du 24 avril 2014 portant exécution du décret de la Commission Communautaire Française du 5 juillet 2013 relatif au parcours d'accueil pour primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale*

Art. 2. Dans l'intitulé de l'Arrêté 2014/562 du Collège de la Commission communautaire française du 24 avril 2014 portant exécution du décret de la Commission communautaire française du 5 juillet 2013 relatif au parcours d'accueil pour primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale, les mots « du 5 juillet 2013 » sont remplacés par les mots « du 18 juillet 2013 ».

Art. 3. Dans l'article 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- a) au 1^o, les mots « le décret du 5 juillet 2013 » sont remplacés par les mots « le décret du 18 juillet 2013 »;
- b) au 3^o, les mots « article 2, 3^o » sont remplacés par les mots « article 2, 4^o »;
- c) au 10^o, les mots « <http://www.cocof.irisnet.be/nos-compétences/affaires-sociales/cohésion-sociale> » sont remplacés par les mots « www.spsb.brussels »;
- d) au 11^o, les mots « l'article 19 » sont remplacés par les mots « l'article 17 »;
- e) le 12^o est supprimé;
- f) au 17^o, les initiales « CESDD » sont remplacées par les initiales « CESS » et les mots « du deuxième degré » sont remplacés par le mot « supérieur ».
- g) un 18^o, rédigé comme suit est ajouté : « 18^o Jour ouvrable : tous les jours de la semaine autre que le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux »

Art. 4. L'article 10 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. Le bilan linguistique a pour but d'une part de déterminer si le bénéficiaire dispose des compétences du niveau A2 du CECR au moyen de tests proposés par le Centre Régional pour le développement de l'Alphabétisation et de l'Apprentissage du Français pour adultes ou le Centre de formation Langues de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle ou tout autre test préalablement approuvé par l'administration, et d'autre part de pouvoir orienter le bénéficiaire auprès d'un opérateur de formation et dans le module le plus approprié compte tenu de sa situation personnelle, de ses projets et compétences. »

Art. 5. L'article 14 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 14. Le programme de formation linguistique le cas échéant contenu dans la convention d'accueil et d'accompagnement mentionne l'opérateur auprès duquel les modules doivent être suivis afin d'atteindre le niveau A2 du CECR ainsi que les modalités pratiques et les mesures en cas d'absence ou d'abandon de la formation qui concernent le bénéficiaire.

Les formations linguistiques sont dispensées par des opérateurs définis à l'article 2 du décret ou des opérateurs reconnus. »

Art. 6. L'article 17 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 17. La formation linguistique vise l'apprentissage du français et est dispensée soit par Bruxelles-Formation ou par un établissement de promotion sociale bruxellois organisé ou subventionné par la Commission Communautaire Française ou la Communauté française, soit par des opérateurs de formation conventionnés et subventionnés sous la forme de modules relevant de filières reprises à l'annexe 1.

Les formations linguistiques organisées par les opérateurs conventionnés et subventionnés se déclinent en deux filières principales, composées d'un certain nombre de modules permettant d'atteindre le niveau A2 du CECR dans les différentes compétences et dispensés tout au long de l'année :

1^o Filière Alphabétisation : ensemble de modules accessibles à des groupes de maximum douze bénéficiaires qui n'ont pas obtenu le CEB ou qui ne maîtrisent pas les compétences équivalentes au CEB :

- a) module oral A1.1 : deux cents heures;
- b) module oral A1.2 : deux cents heures;
- c) module oral A2 : deux cents heures;
- d) module écrit A1.1 : deux cent cinquante heures;
- e) module écrit A1.2 : deux cent cinquante heures;
- f) module écrit A2 : deux cent cinquante heures.

Les modules oraux s'adressent aux primo-arrivants qui ne possèdent pas encore les compétences orales au niveau A2 du CECR. Ceux-ci poursuivent leur formation par les modules écrits.

2^o Filière Français Langues Etrangères (FLE) subdivisées en deux :

a) Filière FLE A : ensemble de modules accessibles à des groupes de maximum quinze bénéficiaires qui ont les compétences équivalentes au CEB mais qui ne maîtrisent pas les compétences équivalentes au CESS (ou assimilé) et dont la langue maternelle n'est pas le français :

1. Module alphabet latin : 100 heures (facultatif);
2. module A1.1 : cent heures;
3. modules A1.2 : cent heures;
4. module A2.1 : cent cinquante heures;
5. module A2.2 : cent cinquante heures.

b) Filière FLE B : ensemble de modules accessibles à des groupes de maximum vingt bénéficiaires qui ont les compétences équivalentes au CESS (ou assimilé), dont la langue maternelle n'est pas le français :

1. module alphabet latin : 50 heures (facultatif);
2. module A1 : cent cinquante heures;

3. module A2 : cent cinquante heures.

Les modules alphabet latin s'adressent aux primo-arrivants qui ne maîtrisent pas l'alphabet latin. Ils sont proposés soit en amont des autres modules de la filière, soit simultanément au premier module de la filière.

Des ateliers spécifiques de remédiation peuvent également être proposés aux bénéficiaires de la Filière Français Langue Etrangère afin de répondre aux difficultés spécifiques de certains apprenants. Ces ateliers visent le renforcement des compétences de base orales et écrites en ce compris l'alphabet latin, la phonétique, la prononciation ou des stratégies et rythmes d'apprentissage. Le temps consacré aux ateliers de remédiation ne peut excéder 10 pour cent du nombre total d'heures pour lesquelles l'opérateur est conventionné ni 150 heures par an. Ces ateliers privilégient le travail collectif.

Les modules organisés en journée, entre huit heures trente et dix-sept heures, avec un maximum de quatre heures de formation par jour dans la filière alphabétisation, se donnent à raison de dix, douze, seize ou vingt heures par semaine.

Les modules organisés en horaire décalé, entre dix-sept heures et vingt-et-une heure trente ou pendant le week-end, se donnent à raison de minimum six à maximum sept heures par semaine.

Le total des heures de cours proposées hebdomadairement aux bénéficiaires ne peut excéder 24 heures en horaire de jour et 9 heures en horaire décalé.

Par dérogation au paragraphe 1^{er} et compte tenu de la situation personnelle, des projets et compétences du bénéficiaire, les formations visant l'apprentissage du français dispensées par d'autres services publics ou associations subventionnées exerçant ce type d'activités sur le territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale pourront être prises en considération par le bureau d'accueil dans le cadre du programme de formation linguistique. Ces formations doivent être proposées gratuitement aux bénéficiaires de parcours d'accueil. Le membre du Collège chargé de la cohésion sociale arrête la liste de ces opérateurs. »

Art. 7. Dans l'article 21 du même arrêté, les mots « la Commission de la vie privée » sont remplacés par les mots « l'Autorité de protection des données »

Art. 8. L'article 27 du même arrêté, est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Le bureau d'accueil indique sur tout document, affiche, publication, site internet ou tout autre support de communication la mention « agréé par la Commission Communautaire Française » accompagnée du logo de cette dernière disponible sur le site internet de l'administration. »

Art. 9. Dans l'article 28 du même arrêté, les mots « les services du Collège » sont remplacés par les mots « l'administration ».

Art. 10. Dans l'article 29, alinéa 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) Le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o La catégorie de bureau d'accueil et le nombre de dossiers individuels pour le traitement annuel desquels l'agrément sera délivré »;

b) L'énumération reprise au 4^o est remplacée par les lettres a, b, c, d, e, en lieu et place des 1^o, 2^o, 2^o, 3^o et 4^o.

Art. 11. Dans l'article 30, alinéa 1^{er} du même arrêté, les mots « l'article 30 1^o » sont remplacés par les mots « l'article 29 1^o ».

Art. 12. Dans l'article 31 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

a) Le 1^o est complété par les mots « ou la preuve de leur dépôt au Greffe du Tribunal de l'entreprise »;

b) Au 3^o, les mots « bureau d'accompagnement » sont remplacés par les mots « bureau d'accueil ».

Art. 13. Dans le Titre 5, chapitre 2 du même arrêté, il est inséré une section 4, comportant les articles 39/1 et 39/2 rédigée comme suit :

« Section 4 : modification d'agrément.

Art. 39/1. : Les Bureaux d'accueil agréés définitivement dans les catégories I, II ou III peuvent se voir proposer une augmentation du nombre de dossiers à traiter annuellement.

Avant toute diffusion d'un nouvel appel à candidature pour l'agrément d'un nouveau bureau d'accueil, l'administration sollicite, via courrier recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi, les bureaux d'accueil agréés dans les catégories I, II ou III pour leur proposer d'augmenter le nombre de dossiers à traiter annuellement. Les bureaux d'accueil disposent d'un délai de 30 jours ouvrables pour faire connaître leur décision à l'administration.

En cas de réponse positive du bureau d'accueil et si la dernière visite d'inspection date de plus d'un an, l'administration procède à une nouvelle inspection relative au respect de l'ensemble des normes d'agrément dans un délai de trente jours ouvrables suivant la notification de la décision du bureau d'accueil. Sur base des éléments relevés lors de la dernière inspection, l'administration adresse au Collège une proposition motivée d'octroi ou de refus d'octroi de la modification d'agrément.

Art 39/2 : Le Collège statue sur la proposition motivée d'octroi ou de refus d'octroi de la modification d'agrément dans les 30 jours ouvrables de la réception de la proposition de l'administration.

La décision est notifiée par l'administration au bureau d'accueil par courrier recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi. Si la décision est favorable, elle mentionne le nombre de dossiers individuels de bénéficiaires supplémentaires pour lesquels le bureau est agréé ainsi que la date à partir de laquelle cette augmentation de catégorie d'agrément est effective. Cette date devra être comprise dans un délai de minimum un mois et maximum trois mois à partir de la notification de la décision par l'administration. »

Art. 14. L'article 40, alinéa 1^{er} du même arrêté est modifié comme suit :

1°. Au 4°, les mots « l'article 38 » sont remplacés par les mots « l'article 36 »;

2°. Au 6°, les mots « l'article 36, alinéa 3 » sont remplacés par les mots « l'article 34 alinéa 3 ».

Art. 15. A l'article 42 alinéa 1^{er} du même arrêté, les mots « les services du Collège » sont remplacés par les mots « l'administration ».

Art. 16. L'article 43 du même arrêté est abrogé.

Art. 17. Dans l'article 44 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'alinéa 2, le mot « nouveaux » est inséré entre le mot « de » et le mot « dossiers »;

2° L'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Ces montants sont indexés le 1^{er} janvier de chaque année suivant la formule :

$$\frac{\text{Montant forfaitaire de base X indice santé moyen de l'année précédente}}{\text{Indice santé moyen de l'année 2014}}$$

Art. 18. Dans l'article 47, alinéa 1^{er}, 8° du même arrêté, il y a lieu d'ajouter « .50 » après « 281 » et après « 325 ».

Art. 19. Dans l'article 48, alinéa 1^{er}, 3° du même arrêté, les mots « le Collège » sont remplacés par les mots « l'administration »

Art. 20. L'article 50 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 50 : Pour être conventionnés, les opérateurs de formation linguistique s'engagent :

1° à organiser les différents modules d'une ou plusieurs filières de formation alpha ou FLE conformément à l'article 17 à destination exclusive des bénéficiaires du parcours d'accueil

2° à dispenser au minimum 3 modules distincts simultanément;

3° à accueillir les bénéficiaires dans le module déterminé par le bureau d'accueil, sans aucune discrimination

4° à ne demander aucune rétribution sous quelque forme que ce soit pour couvrir quelque coût que ce soit aux bénéficiaires du parcours d'accueil;

5° à informer régulièrement le bureau d'accueil :

a) Des éventuelles absences ou abandon du bénéficiaire;

b) Des éventuelles nécessités de réorientation;

c) De toute difficulté rencontrée dans l'exercice de leur mission de formation linguistique;

6° Pour chaque participant, informer le bureau d'accueil à l'issue de chaque module de formation, de son taux de fréquentation ainsi que des possibilités de poursuite de la formation dans un module de niveau supérieur;

7° à dispenser ces modules par du personnel disposant des qualifications et titres requis énoncés dans l'annexe 2;

8° à participer aux réunions de concertation auxquelles il aura été invité et organisées par l'administration afin de mieux harmoniser l'offre par rapport à la demande et adapter, si besoin est, les modules de formation, afin d'améliorer les dispositions favorisant cet accueil.

Art. 21. Dans l'article 52 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le 1° est complété par les mots « ou la preuve de leur dépôt au greffe du Tribunal de commerce »;

2° Le 7° est remplacé par ce qui suit :

« 7° le nombre d'heures de cours relevant de la ou des filières de formation linguistique qu'il se propose d'organiser en journée ou en horaire décalé et le lieu de l'organisation des modules de formation linguistique. »;

3° Un 9° rédigé comme suit est ajouté :

« 9° Un budget prévisionnel relatif aux activités de formation linguistique pour lesquelles il sollicite le conventionnement, ainsi que le budget prévisionnel global de l'association. ».

Art. 22. L'article 56 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 56. Le conventionnement est délivré pour un nombre d'heures de formation relevant d'une ou plusieurs filières de formation linguistique à dispenser, chaque année civile en journée ou en horaire décalé.

Les nouveaux opérateurs sont conventionnés pour une durée de deux ans. Sauf notification contraire du Collège 6 mois avant l'expiration de ce délai, le conventionnement est reconduit tacitement pour une durée indéterminée. »

Art. 23. Dans l'article 57 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° lorsque l'opérateur de formation, agréé dans un autre dispositif, perd cette qualité ou voit son agrément suspendu. »;

2° Au 2° les mots « l'article 51 » sont remplacés par les mots « l'article 50 ».

Art. 24. L'article 60 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 60. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, une subvention annuelle forfaitaire maximale est allouée à l'opérateur de formation conventionné et subventionné. Elle est calculée en multipliant le nombre d'heures pour lequel l'opérateur est conventionné par 71 €. Ce multiplicateur est indexé annuellement au premier janvier suivant la formule :

$$\frac{71 \text{ €} \times \text{Indice santé moyen de l'année précédente}}{\text{Indice santé moyen de l'année 2018}}$$

Art. 25. L'article 61 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 61. La subvention annuelle forfaitaire couvre la prise en charge des frais de personnel et de fonctionnement.

Les frais de personnel peuvent représenter cent pour cent du montant de la subvention annuelle forfaitaire. Quatre-vingt pour cent des frais de personnel doivent être consacrés à des frais de formateur.

Les frais de fonctionnement ne peuvent représenter plus de vingt pour cent du montant de la subvention annuelle forfaitaire. Ils couvrent :

1° les frais de d'occupation des locaux : loyer;

2° Les charges d'occupation des locaux : assurances, eau, gaz, électricité, téléphonie,...;

3° les frais de matériel de bureau, de petit matériel de bureau, de téléphonie, d'informatique;

4° les frais de secrétariat social, de vacataires et de volontaires hors fonction de formateur

5° les autres frais de fonctionnement : les frais d'activité et de matériel pédagogique, les frais de formation du personnel, les frais de déplacement, les frais de collation ».

Art. 26. A l'article 62, paragraphe 2 du même arrêté, les mots « de l'agrément provisoire » sont remplacés par les mots « de la notification de la décision de conventionnement ».

Art. 27. A l'article 65 du même arrêté, les mots « l'article 69 » sont remplacés par les mots « l'article 68 ».

Art. 28. Dans l'article 68 du même arrêté, sont insérées les 3°/1 et 4°/1 rédigés comme suit :

« 3°/1 des décisions de refus d'augmentation de catégorie d'agrément »;

« 4°/1 Des décisions de non-reconduction du conventionnement en tant qu'opérateur de formation linguistique ».

Art. 29. A l'article 71 du même arrêté, les mots « des services du Collège » sont remplacés par les mots « de l'administration ».

Art. 30. Dans le même arrêté, l'annexe 1 est remplacée par l'annexe 1, jointe au présent arrêté.

CHAPITRE 2. — *Des modifications apportées à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 19 mars 2015 relatif à la programmation des bureaux d'accueil pour primo-arrivants et modifiant l'article 29 de l'arrêté 2014/562 du Collège de la Commission communautaire française.*

Art. 31. Dans l'article 2 de l'arrêté du Collège de la Commission Communautaire Française du 19 mars 2015 relatif à la programmation des bureaux d'accueil pour primo-arrivants et modifiant l'article 29 de l'arrêté 2014/562 du Collège de la Commission Communautaire Française, le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° ZRU : Zone de revitalisation urbaine dite « ZRU 2016 » telle que définie dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 2016 portant exécution de l'ordonnance organique de revitalisation urbaine et adoptant la « zone de revitalisation urbaine », dite « ZRU 2016 »

Art. 32. Dans l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° Les initiales « EDRLR » sont chaque fois remplacées par les initiales « ZRU »;

2° Les 3ème et 4ème alinéas, sont remplacés par : « Le Collège veille à une couverture équilibrée du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale. »

CHAPITRE 3. — *Dispositions diverses et finales*

Art. 33. "Les opérateurs de formation conventionnés pour dispenser un nombre précis de modules de formation au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté restent conventionnés. Le conventionnement porte alors sur le nombre d'heures de formation relevant de la ou des filières de formation linguistique à dispenser chaque année civile en journée ou en horaire décalé. Ce nombre d'heures est obtenu en multipliant le nombre de modules formations pour lesquels ils avaient obtenu leur conventionnement par la durée des modules prévus à cette date. Le Collège peut, en accord avec l'opérateur, diminuer le nombre d'heures pour lequel ce dernier est conventionné"

Art. 34. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2019 à l'exception de l'article 6 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

Art. 35. Le Membre du Collège ayant la cohésion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 14 mars 2019.

Pour le Collège :

R. VERVOORT,
Membre du Collège

F. LAANAN,
Présidente du Collège Chargé de la Cohésion sociale

Annexe 1 au Projet d'Arrêté 2018/2162 du Collège de la Commission Communautaire Française modifiant l'Arrêté 2014/562 du Collège de la Commission Communautaire Française du 24 avril 2014 portant exécution du décret de la Commission Communautaire Française du 5 juillet 2013 relatif au parcours d'accueil pour primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale, et modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 19 mars 2015 relatif à la programmation des bureaux d'accueil pour primo-arrivants et modifiant l'article 29 de l'arrêté 2014/562 du Collège de la Commission communautaire française.

ANNEXE 1 à l'Arrêté 2014/562 du Collège de la Commission Communautaire Française portant exécution du décret de la Commission Communautaire Française du 18 juillet 2013 relatif au parcours d'accueil pour primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale

NOMENCLATURE DES FORMATIONS LINGUISTIQUES PERMETTANT D'ATTEINDRE LE NIVEAU A2 DU CECR

	FILIERE ALPHA						FILIERE FLE																
PUBLIC	La filière ALPHA est organisée pour les primo-arrivants qui n'ont pas obtenu le CEB ou qui n'ont pas les compétences équivalentes au CEB						La filière FLE A est organisée pour les primo-arrivants qui ont les compétences équivalentes au CEB mais qui n'ont pas les compétences équivalentes au CESS (ou assimilé) et dont la langue maternelle n'est pas le français						La filière FLE B est organisée pour les primo-arrivants qui ont les compétences équivalentes au CESS (ou assimilé) et dont la langue maternelle n'est pas le français										
	ORAL (ces modules s'adressent aux primo-arrivants qui ne possèdent pas les compétences orales au niveau A2 du CECR)			ECRIT (ces modules s'adressent aux primo-arrivants qui possèdent les compétences orales au niveau A2 du CECR)			Alphabet latin ¹			Module A1.1		Module A1.2		Module A2.1		Module A2.2		Alphabet latin ¹	Module A1		Module A2		
MODULE	Module oral A1.1	Module oral A1.2	Module oral A2	Module écrit A1.1	Module écrit A1.2	Module écrit A2	100 h	100 h	100 h	150 h	150 h	50 h	150 h	150 h	12 participants maximum par module			15 participants maximum par module			20 participants maximum par module		
	200 h	200 h	200 h	250 h	250 h	250 h	100 h	100 h	100 h	150 h	150 h	50 h	150 h	150 h									
DUREE	1350 heures (600h modules oraux + 750h modules écrits)						500 heures (+ 100h pour les primo-arrivants n'ayant pas été scolarisés en alphabet latin)						300 heures (+ 50h pour les primo-arrivants n'ayant pas été scolarisés en alphabet latin)										
HORAIRE	En journée : soit 10h/semaine, soit 12h/semaine, soit 16h/semaine, soit 20h/semaine (entre 8h30 et 17h avec un maximum de 4h/jour dans la filière alphabétisation) En horaire décalé : 6h ou 7h/semaine (entre 17h00 et 21h30 et/ou pendant le week-end)																						

Vu pour être annexé à l'arrêté 2018/ 2162 du Collège de la Commission Communautaire Française modifiant l'Arrêté 2014/562 du Collège de la Commission Communautaire Française du 24 avril 2014 portant exécution du décret de la Commission Communautaire Française du 5 juillet 2013 relatif au parcours d'accueil pour primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale, et modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 19 mars 2015 relatif à la programmation des bureaux d'accueil pour primo-arrivants et modifiant l'article 29 de l'arrêté 2014/562 du Collège de la Commission communautaire française.

R. VERVOORT,
Membre du Collège

F. LAANAN,
Présidente du Collège Chargé de la Cohésion sociale

—
Note

(1) Module facultatif pour les primo arrivants n'ayant pas été scolarisés en alphabet latin

Rapport d'évaluation d'impact établi le 17 septembre 2018 du projet d'arrêté sur la situation respective des femmes et des hommes en vertu de l'article 3, alinéa 1^{er},2^o du décret du 21 juin 2013 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Commission communautaire française.

Cet article 3 alinéa 1^{er},2^o, stipule que « pour chaque projet d'acte législatif ou réglementaire, (...) chaque membre du Collège établit un rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes. »

La genrification catégorise le processus en 4 situations :

- genre neutre
- genre spécifique
- à genrer
- hors compétence

Dans la mesure où ce projet d'arrêté a une portée générale et concerne essentiellement des associations actives dans le cadre du parcours d'accueil, on peut considérer qu'il n'a pas d'impact sur l'égalité entre les hommes et les femmes et qu'il est considéré comme neutre.

R. VERVOORT,
Membre du Collège chargé de la Cohésion sociale

Rapport d'évaluation d'impact établi le 17 septembre 2018 du projet d'arrêté sur la situation des personnes handicapées en vertu de l'article 4, §3 du décret du 15 décembre 2016 portant intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Commission communautaire française.

Cet article 4, §3 stipule que chaque membre du Collège évalue tout projet d'acte réglementaire de ses compétences au regard du principe de handstreaming.

Le présent projet d'arrêté modifiant est de portée générale et touche spécifiquement les associations actives dans le cadre du parcours d'accueil pour primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale.

On peut donc considérer qu'il n'a pas d'impact sur la situation des personnes handicapées.

R. VERVOORT,

Membre du Collège chargé de la Cohésion sociale

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/11488]

14 MAART 2019. — **Besluit 2018/2162 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit 2014/562 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 april 2014 houdende uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 5 juli 2013 betreffende het onthaaltraject voor nieuwkomers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 19 maart 2015 betreffende de programmatie van de onthaalkantoren voor nieuwkomers en tot wijziging van artikel 29 van het besluit 2014/562 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie – derde lezing**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van donderdag 18 juli 2013 betreffende het onthaaltraject voor nieuwkomers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 april 2014 houdende uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2013 betreffende het onthaaltraject voor nieuwkomers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 19 maart 2015 betreffende de programmatie van de onthaalkantoren voor nieuwkomers en tot wijziging van artikel 29 van het besluit 2014/562 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 oktober 2018;

Gelet op het akkoord van het Collegelid, belast met de begroting, gegeven op

Gelet op het advies van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid - Afdeling Sociale Samenhang, gegeven op 18 december 2018;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de respectieve situatie van vrouwen en mannen, vereist krachtens artikel 3, eerste lid, 2°, van het decreet van 21 juni 2013 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van de Franse Gemeenschapscommissie, uitgebracht op 17 september 2018;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de situatie van personen met een handicap, vereist krachtens artikel 4, §3 van het decreet van 5 december 2016 betreffende de integratie van de handicapdimensie in de beleidslijnen van de Franse Gemeenschapscommissie, uitgebracht op 17 september 2018;

Gelet op advies 65 326/4 van de Raad van State gegeven op 6 maart 2019, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voordracht van het Collegelid bevoegd voor Sociale Samenhang,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 ervan.

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen aangebracht aan het besluit 2014/562 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 april 2014 houdende uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 5 juli 2013 betreffende het onthaaltraject voor nieuwkomers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest*

Art. 2. In de titel van het besluit 2014/562 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 april 2014 houdende uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 5 juli 2013 betreffende het onthaaltraject voor nieuwkomers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden de woorden “van 5 juli 2013” vervangen door de woorden “van 18 juli 2013”.

Art. 3. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) bij 1° worden de woorden “het decreet van 5 juli 2013” vervangen door de woorden “het decreet van 18 juli 2013”;

b) bij 3° worden de woorden “artikel 2,3°” vervangen door de woorden “artikel 2,4°”;

c) bij 10° worden de woorden “<http://www.cocof.irisnet.be/nos-competences/affaires-sociales/cohesion-sociale>” vervangen door de woorden “www.spfb.brussels”;

d) bij 11° worden de woorden “artikel 19” vervangen door de woorden “artikel 17”;

e) 12° wordt opgeheven;

f) bij 17° worden de initialen “GSOTG” vervangen door de initialen “GHSO” en worden de woorden “secundair onderwijs van de tweede graad” vervangen door de woorden “hoger secundair onderwijs”;

g) er wordt een 18° toegevoegd dat luidt als volgt: “18° werkdag: alle dagen van de week behalve zaterdag, zondag en wettelijke feestdagen”.

Art. 4. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 10. De taalbalans heeft enerzijds tot doel te bepalen of de begunstigde beschikt over de vaardigheden van niveau A2 van het ERK aan de hand van een test uitgaand van het Gewestelijk Centrum voor de bevordering van de alfabetisering en Frans taalonderricht voor volwassenen of van het Taalopleidingscentrum van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding of elke andere, vooraf door de administratie goedgekeurde test, en anderzijds de begunstigde door te kunnen verwijzen naar een opleidingsoperator en naar de meest geschikte opleiding, rekening houdend met zijn persoonlijke situatie, zijn toekomstplannen en vaardigheden.”

Art. 5. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 14. Het taalopleidingsprogramma waarin eventueel voorzien is in de onthaal- en begeleidingsovereenkomst, vermeldt de operator bij wie de modules gevolgd moeten worden om het ERK-niveau A2 te bereiken, evenals de praktische regels en de maatregelen die gelden bij afwezigheid of het stopzetten van de opleiding die de begunstigde aanbelangen.

De taalopleidingen worden verstrekt door de operatoren bepaald in artikel 2 van het decreet of door erkende operatoren.”

Art. 6. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art.17. De taalopleiding is gericht op het aanleren van het Frans en wordt verstrekt ofwel door Bruxelles-Formation of een Brusselse instelling voor sociale promotie die door de Franse Gemeenschapscommissie of de Franse Gemeenschap georganiseerd en gesubsidieerd wordt, ofwel door geconventioneerde en gesubsidieerde opleidingsoperatoren in de vorm van modules die deel uitmaken van de in bijlage 1 vermelde richtingen.

De taalopleidingen die georganiseerd worden door de geconventioneerde en gesubsidieerde operatoren zijn op te splitsen in twee hoofdrichtingen bestaande uit een aantal modules die het mogelijk maken het ERK-niveau A2 te verwerven in de verschillende vaardigheden en die het hele jaar door worden georganiseerd:

1° Richting Alfabetisering: geheel van modules toegankelijk voor groepen van maximaal twaalf begunstigden die geen GBO hebben behaald of de hieraan gelijkwaardige vaardigheden niet beheersen:

- a) mondelinge module A 1.1: tweehonderd uur;
- b) mondelinge module A 1.2: tweehonderd uur;
- c) mondelinge module A2: tweehonderd uur;
- d) schriftelijke module A1.1: tweehonderdvijftig uur;
- e) schriftelijke module A1.2: tweehonderdvijftig uur;
- f) schriftelijke module A2: tweehonderdvijftig uur.

De mondelinge modules richten zich op nieuwkomers die nog niet over mondelinge vaardigheden op niveau A2 van het ERK beschikken. Zij vervolgen hun opleiding door middel van de schriftelijke modules.

2° Richting Frans Vreemde Taal (FVT) die verder opgesplitst wordt in de volgende twee subrichtingen:

a) De richting FVT A: geheel van modules toegankelijk voor groepen van maximaal vijftien begunstigden die beschikken over de vaardigheden die overeenstemmen met het GBO, maar niet beschikken over de vaardigheden die overeenstemmen met het GHSO (of een daarmee gelijkgesteld getuigschrift) en het Frans niet als moedertaal hebben:

1. module Latijns alfabet: 100 uur (facultatief);
2. module A 1.1: honderd uur;
3. module A 1.2: honderd uur;
4. module A2.1: honderdvijftig uur;
5. module A2.2: honderdvijftig uur.

b) De richting FVT B: geheel van modules toegankelijk voor groepen van maximaal twintig begunstigden die beschikken over de vaardigheden die overeenstemmen met het GHSO (of een daarmee gelijkgesteld getuigschrift) en het Frans niet als moedertaal hebben:

1. module Latijns alfabet: 50 uur (facultatief);
2. module A1: honderdvijftig uur;
3. module A2: honderdvijftig uur.

De modules Latijns alfabet zijn bestemd voor nieuwkomers die het Latijns alfabet niet beheersen. Ze worden aangeboden ofwel voorafgaand aan de andere modules van de richting, ofwel gelijktijdig met de eerste module van de richting.

Aan de begunstigden in de richting Frans Vreemde Taal kunnen ook specifieke remediëringsworkshops aangeboden worden om specifieke moeilijkheden van sommige cursisten te helpen wegwerken. De workshops hebben als doel de mondelinge en schriftelijke basisvaardigheden te versterken, met inbegrip van het Latijnse alfabet, klankleer, uitspraak en leerstrategieën en -ritme. De tijd die besteed wordt aan remediëringsworkshops mag niet meer dan 10 procent bedragen van het totale aantal uren waarvoor met de operator een overeenkomst afgesloten werd, noch meer dan 150 uur per jaar bedragen. Bij deze workshops wordt bij voorkeur in groep gewerkt.

De modules die overdag, dat wil zeggen tussen 8u30 en 17u, georganiseerd worden, met een maximum van vier uur opleiding per dag in de richting alfabetisering, worden gegeven ten belope van tien, twaalf, zestien of twintig uur per week.

De modules die buiten de werkuren, dat wil zeggen tussen 17u en 21u30 tijdens de week of in het weekend, georganiseerd worden, worden gegeven ten belope van minimaal zes tot maximaal zeven uur per week.

Het totale aantal uren cursus dat de begunstigen wekelijks aangeboden krijgen, mag niet meer dan 24 bedragen overdag en niet meer dan 9 uur buiten de werkuren.

In afwijking van paragraaf 1 en rekening houdend met de persoonlijke situatie, de toekomstplannen en de vaardigheden van de begunstigde kunnen taalopleidingen Frans die verstrekt worden door andere openbare diensten of gesubsidieerde verenigingen die dit soort activiteiten uitoefenen op het grondgebied van het tweetalig Brussels Hoofdstedelijk Gewest in aanmerking worden genomen door het onthaalkantoor in het kader van het taalopleidingsprogramma. Deze opleidingen moeten gratis worden aangeboden aan de begunstigen van het onthaaltraject. Het lid van het College bevoegd voor Sociale Samenhang stelt de lijst van deze operatoren vast. "

Art. 7. In artikel 21 van hetzelfde besluit worden de woorden "de commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer" vervangen door de woorden "de Gegevensbeschermingsautoriteit".

Art. 8. Artikel 27 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid dat als volgt luidt:

"Het onthaalkantoor vermeldt op elk document, elke affiche, publicatie, internetsite of enig ander communicatiemiddel de mededeling "erkend door de Franse Gemeenschapscommissie" vergezeld van haar logo dat beschikbaar is op de internetsite van de administratie."

Art. 9. In artikel 28 van hetzelfde besluit worden de woorden "de diensten van het College" vervangen door de woorden "de administratie".

Art. 10. In artikel 29, vierde lid van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) 2° wordt vervangen door wat volgt:

"2° de categorie van het onthaalkantoor en het aantal individuele dossiers waarvoor de erkenning met het oog op de jaarlijkse verwerking ervan zal worden verleend";

b) De opsomming onder 4° wordt vervangen door de letters a, b, c, d, e in plaats van 1°, 2°, 2°, 3° en 4°.

Art. 11. In artikel 30, eerste lid van hetzelfde besluit worden de woorden "artikel 30 1°" vervangen door de woorden "artikel 29 1°".

Art. 12. In artikel 31 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) 1° wordt aangevuld door de woorden "het bewijs van hun neerlegging op de griffie van de ondernemingsrechtbank";

b) In 3° worden de woorden "het begeleidingskantoor" vervangen door de woorden "het onthaalkantoor".

Art. 13. In titel 5, hoofdstuk 2 van hetzelfde besluit wordt een afdeling 4 ingevoegd die de artikelen 39/1 en 39/2 omvat en die als volgt luidt:

"Afdeling 4: wijziging van de erkenning.

Art. 39/1: De onthaalkantoren met een definitieve erkenning in de categorieën I, II of III komen in aanmerking voor een verhoging van het aantal jaarlijks te behandelen dossiers.

Alvorens een nieuwe kandidatuuroproep uit te schrijven voor de erkenning van een nieuw onthaalkantoor richt de administratie per aangetekend schrijven of elk ander middel voor verzending met vaste dagtekening zich tot de onthaalkantoren die erkend zijn in de categorieën I, II of III om hen voor te stellen het aantal jaarlijks te behandelen dossiers te verhogen. De onthaalkantoren krijgen 30 werkdagen tijd om hun beslissing kenbaar te maken aan de administratie.

Indien het onthaalkantoor positief reageert en het laatste inspectiebezoek van meer dan een jaar geleden dateert, voert de administratie binnen de 30 dagen nadat het onthaalkantoor zijn beslissing kenbaar heeft gemaakt een nieuwe inspectie uit in verband met de naleving van de verschillende erkenningsnormen. Op basis van de elementen die de laatste inspectie oplevert, richt de administratie een met redenen omkleed voorstel tot het College om de erkenningswijziging toe te kennen, dan wel te weigeren.

Art. 39/2: Het College doet binnen de 30 werkdagen na ontvangst van het voorstel van de administratie uitspraak over het met redenen omkleed voorstel tot toekenning, dan wel weigering van de erkenningswijziging.

De beslissing wordt door de administratie per aangetekend schrijven of door elk ander middel voor verzending met vaste dagtekening ter kennis gebracht van het onthaalkantoor. Luidt de beslissing gunstig, dan vermeldt ze het extra aantal individuele dossiers van begunstigen waarvoor het onthaalkantoor erkend wordt, samen met de datum waarop deze verhoging effectief ingaat. Deze datum valt minimaal één maand en maximaal drie maanden nadat de administratie haar beslissing kenbaar heeft gemaakt. "

Art. 14. Artikel 40, eerste lid van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd:

1°. In 4° worden de woorden "artikel 38" vervangen door de woorden "artikel 36";

2°. In 6° worden de woorden "artikel 36, derde lid" vervangen door de woorden "artikel 34, derde lid".

Art. 15. In artikel 42, eerste lid van hetzelfde besluit worden de woorden "de diensten van het College" vervangen door de woorden "de administratie".

Art. 16. Artikel 43 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 17. In artikel 44 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In het tweede lid wordt het woord “nieuwe” ingevoegd tussen het woord “aantal” en het woord “individuele”;

2° Het derde lid wordt als volgt vervangen:

“Deze bedragen worden op 1 januari van ieder jaar geïndexeerd volgens de formule:

$$\frac{\text{Forfaitair basisbedrag X gemiddelde gezondheidsindex van het voorgaande jaar}}{\text{Gemiddelde gezondheidsindex van het jaar 2014}}$$

Art. 18. In artikel 47, eerste lid, 8° van hetzelfde besluit dient “.50” te worden toegevoegd na “281” en na “325”.

Art. 19. In artikel 48, eerste lid, 3° van hetzelfde besluit worden de woorden “het College” vervangen door de woorden “de administratie”.

Art. 20. Artikel 50 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 50: Om geconventioneerd te worden, verbinden de taalopleidingsoperatoren zich ertoe:

1° overeenkomstig artikel 17 en uitsluitend bestemd voor de begunstigden van het onthaaltraject de verschillende modules in een of meerdere opleidingsrichtingen alfabetisering of FVT te organiseren;

2° gelijktijdig minstens drie verschillende modules in te richten;

3° de begunstigden zonder discriminatie op te nemen in de module die door het onthaalkantoor werd vastgesteld;

4° de begunstigden van het onthaaltraject geen enkele vergoeding te vragen voor het dekken van om het even welke kosten;

5° het onthaalkantoor regelmatig op de hoogte te brengen van:

a) de eventuele afwezigheden of het stopzetten van de opleiding door de begunstigde;

b) een eventuele noodzaak om door te verwijzen;

c) iedere moeilijkheid die zij ondervinden bij de uitoefening van hun opdracht inzake taalopleiding;

6° het onthaalkantoor na afloop van elke opleidingsmodule op de hoogte te brengen van het aanwezigheidspercentage van elke deelnemer, evenals de mogelijkheden om de opleiding voort te zetten in een module van een hoger niveau;

7° deze modules te laten verstrekken door personeel dat beschikt over de vereiste vaardigheden en diploma's vermeld in bijlage 2;

8° deel te nemen aan de overlegvergaderingen waarop hij uitgenodigd wordt en die georganiseerd worden door de administratie teneinde het aanbod beter op de vraag af te stemmen en desgevallend de opleidingsmodules aan te passen met als doel de bepalingen ter bevordering van dit onthaal te verbeteren.

Art. 21. In artikel 52 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de bepaling onder 1° wordt aangevuld door de woorden “het bewijs van hun neerlegging op de griffie van de rechtbank van koophandel”;

2° de bepaling onder 7° wordt vervangen door wat volgt:

“7° het aantal lessen in de taalopleidingsrichting(en) dat hij overdag of buiten de werkuren beoogt te organiseren en de plaats waar deze taalopleidingsmodules georganiseerd zullen worden. ”;

3° er wordt een 9° toegevoegd dat luidt als volgt:

“9° een begrotingsraming voor de taalopleidingsactiviteiten waarvoor hij een overeenkomst wenst te sluiten, samen met de algemene begrotingsraming van de vereniging. ”.

Art. 22. Artikel 56 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 56. De conventionering wordt verleend voor een aantal opleidingsuren in een of meerdere taalopleidingsrichtingen die ieder kalenderjaar ofwel overdag ofwel buiten de werkuren georganiseerd worden.

De duur waarvoor de nieuwe operatoren een overeenkomst sluiten, bedraagt twee jaar. Behoudens andersluidende kennisgeving van het College 6 maand vóór het verstrijken van deze termijn, wordt de overeenkomst stilzwijgend voor onbepaalde duur verlengd.”

Art. 23. In artikel 57 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de bepaling onder 1° wordt vervangen door wat volgt:

“1° wanneer de opleidingsoperator die in een ander stelsel is erkend deze hoedanigheid verliest of zijn erkenning opgeschort wordt; ”;

2° in 2° worden de woorden “artikel 51” vervangen door de woorden “artikel 50”.

Art. 24. Artikel 60 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 60. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten wordt aan de opleidingsoperator met wie een overeenkomst wordt gesloten en die gesubsidieerd wordt een jaarlijkse maximale forfaitaire subsidie toegekend. De subsidie wordt berekend door het aantal uren waarvoor met de operator een overeenkomst gesloten wordt te vermenigvuldigen met 71 €. Deze vermenigvuldiger wordt jaarlijks op 1 januari geïndexeerd volgens de formule:

$$\frac{71 \text{ € X gemiddelde gezondheidsindex van het voorgaande jaar}}{\text{Gemiddelde gezondheidsindex van het jaar 2018}}"$$

Art. 25. Artikel 61 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 61. De jaarlijkse forfaitaire subsidie dekt de personeels- en werkingskosten.

De personeelskosten mogen honderd procent uitmaken van het bedrag van de jaarlijkse forfaitaire subsidie. Tachtig procent van de personeelskosten moeten besteed worden aan opleiderskosten.

De werkingskosten mogen niet meer dan twintig procent uitmaken van het bedrag van de jaarlijkse forfaitaire subsidie. Zij dekken:

- 1° de kosten verbonden aan het gebruik van de lokalen: huur;
- 2° de lasten verbonden aan het gebruik van de lokalen: verzekeringen, water, gas, elektriciteit, telefoon, ...;
- 3° de kosten voor kantoomateriaal, klein kantoomateriaal, telefoon, informatica;
- 4° de kosten voor sociaal secretariaat, hulppersoneel en vrijwilligers die geen functie van opleider vervullen;
- 5° de overige werkingskosten: de kosten voor pedagogische activiteiten en materiaal, de kosten voor het opleiden van personeel, verplaatsingskosten, collatiekosten."

Art. 26. In artikel 62, paragraaf 2 van hetzelfde besluit worden de woorden "na de voorlopige erkenning" vervangen door de woorden "nadat de conventioneringsbeslissing kenbaar werd gemaakt".

Art. 27. In artikel 65 van hetzelfde besluit worden de woorden "artikel 69" vervangen door de woorden "artikel 68".

Art. 28. In artikel 68 van hetzelfde besluit worden 3°/1 en 4°/1 ingevoegd, die luiden als volgt:

"3°/1 beslissingen tot weigering van de verhoging van de erkenningscategorie";

"4°/1 beslissingen om de conventionering als taalopleidingsoperator niet te hernieuwen".

Art. 29. In artikel 71 van hetzelfde besluit worden de woorden "de diensten van het College" vervangen door de woorden "de administratie".

Art. 30. In hetzelfde besluit wordt bijlage 1 vervangen door de bij dit besluit gevoegde bijlage 1.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen aangebracht aan het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 19 maart 2015 betreffende de programmatie van de onthaalkantoren voor nieuwkomers en tot wijziging van artikel 29 van het besluit 2014/562 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.*

Art. 31. In artikel 2 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 19 maart 2015 betreffende de programmatie van de onthaalkantoren voor nieuwkomers en tot wijziging van artikel 29 van het besluit 2014/562 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie wordt 4° vervangen door wat volgt:

"4° ZSH: Zone voor stedelijke herwaardering, genaamd "ZSH 2016" zoals bepaald in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 november 2016 tot uitvoering van de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering en tot aanneming van de "zone voor stedelijke herwaardering", genaamd "ZSH 2016".

Art. 32. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° De initialen "RVOHR" worden telkens vervangen door de initialen "ZSH";

2° Het derde en het vierde lid worden vervangen door: "Het College ziet toe op een evenwichtige spreiding over het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. "

HOOFDSTUK 3. — *Diverse en slotbepalingen.*

Art. 33. "De opleidingsoperatoren met wie op het ogenblik dat dit besluit in werking treedt een overeenkomst gesloten is om een welbepaald aantal opleidingsmodules te verstrekken, blijven geconventioneerd. De conventionering heeft dan betrekking op het aantal uren opleiding in een of meerdere taalopleidingsrichtingen die ieder kalenderjaar ofwel overdag ofwel buiten de werkuren georganiseerd worden. Dit aantal uren wordt verkregen door het aantal opleidingsmodules waarvoor een overeenkomst met hen is gesloten te vermenigvuldigen met de duur van de op deze datum geplande modules. Het College kan in overleg met de operator het aantal uren waarvoor een overeenkomst met deze laatste is gesloten verminderen".

Art. 34. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2019 met uitzondering van artikel 6 dat op 1 januari 2020 in werking zal treden.

Art. 35. Het Lid van het College bevoegd voor Sociale Samenhang wordt belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 14 maart 2019.

Voor het College :

R. VERVOORT,
Collegelid

F. LAANAN,
Voorzitter van het College bevoegd voor Sociale Samenhang

Bijlage 1 bij het ontwerpbesluit 2018/2162 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit 2014/562 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 april 2014 houdende uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 5 juli 2013 betreffende het onthaaltraject voor nieuwkomers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 19 maart 2015 betreffende de programmatie van de onthaalkantoren voor nieuwkomers en tot wijziging van artikel 29 van het besluit 2014/562 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

BIJLAGE 1 bij het besluit 2014/562 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2013 betreffende het onthaaltraject voor nieuwkomers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

NOMENCLATUUR VAN DE TAALOPLEIDINGEN DIE HET MOGELIJK MAKEN HET ERK-NIVEAU A2
TE VERWERVEN

	RICHTING ALFA						RICHTING FVT								
DOELGROEP	De richting ALFA wordt georganiseerd voor nieuwkomers die geen GBO behaald hebben of niet de daarmee overeenstemmende vaardigheden beheersen						De richting FVT A wordt georganiseerd voor nieuwkomers die beschikken over de vaardigheden die overeenstemmen met het GBO, maar niet beschikken over de vaardigheden die overeenstemmen met het GHSO (of een daarmee gelijkgesteld getuigschrift) en het Frans niet als moedertaal hebben						De richting FVT B wordt georganiseerd voor nieuwkomers die beschikken over de vaardigheden die overeenstemmen met het GHSO (of een daarmee gelijkgesteld getuigschrift) en het Frans niet als moedertaal hebben		
	MONDELING (deze modules richten zich op nieuwkomers die niet over de mondelinge vaardigheden op niveau 2 van het ERK beschikken)			SCHRIFTELIJK (deze modules richten zich op nieuwkomers die wel over de mondelinge vaardigheden op niveau 2 van het ERK beschikken)											
MODULE	Module mondeling A1.1	Module mondeling A1.2	Module mondeling A2	Module schriftelijk A1.1	Module schriftelijk A1.2	Module schriftelijk A2	Latijns alfabet	Module A1.1	Module A1.2	Module A2.1	Module A2.2	Latijns alfabet ¹	Module A1	Module A2	
	200 u	200 u	200 u	250 u	250 u	250 u	100 u	100 u	100 u	150 u	150 u	50 u	150 u	150 u	
	Maximaal 12 deelnemers per module						Maximaal 15 deelnemers per module						Maximaal 20 deelnemers per module		
DUUR	1350 uur (600u modules mondeling + 750u modules schriftelijk)						500 uur (+ 100u voor nieuwkomers die geen onderwijs hebben gekregen in het Latijns alfabet)						300 uur (+ 50u voor nieuwkomers die geen onderwijs hebben gekregen in het Latijns alfabet)		
UURROOSTER	Overdag: ofwel 10u/week, ofwel 12u/week, ofwel 16u/week, ofwel 20u/week (tussen 8u30 en 17u met een maximum van 4u/dag in de richting alfabetisering) Buiten de werkuren: 6u of 7u/week (tussen 17u en 21u30 en/of tijdens het weekend)														

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit 2018/2162 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit 2014/562 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 april 2014 houdende uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 5 juli 2013 betreffende het onthaaltraject voor nieuwkomers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 19 maart 2015 betreffende de programmatie van de onthaalkantoren voor nieuwkomers en tot wijziging van artikel 29 van het besluit 2014/562 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

R. VERVOORT,
Collegelid

F. LAANAN
Voorzitter van het College bevoegd voor Sociale Samenhang

Evaluatieverslag van de impact van het ontwerpbesluit op de respectieve situatie van vrouwen en mannen, opgemaakt op 17 september 2018 krachtens artikel 3, eerste lid, 2° van het decreet van 21 juni 2013 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van de Franse Gemeenschapscommissie.

In dit artikel 3, eerste lid, 2° wordt bepaald dat elk Collegelid voor elk wetgevend of reglementair ontwerp een evaluatieverslag opstelt van de impact van het ontwerp op de respectieve situatie van vrouwen en mannen.

Het genderen deelt het proces in 4 situaties in:

- neutraal gender
- specifiek gender
- gender te bepalen
- buiten de bevoegdheid

Aangezien dit ontwerpbesluit algemeen van strekking is en hoofdzakelijk slaat op verenigingen die actief zijn in het kader van het onthaaltraject, kan ervan uitgegaan worden dat het geen impact heeft op de gelijkheid tussen vrouwen en mannen en als neutraal beschouwd kan worden.

R. VERVOORT,
Collegelid bevoegd voor Sociale Samenhang

Evaluatieverslag van de impact van het ontwerpbesluit op de situatie van personen met een handicap, opgemaakt op 17 september 2018 krachtens artikel 4, § 3 van het decreet van 15 december 2016 betreffende de integratie van de handicapdimensie in de beleidslijnen van de Franse Gemeenschapscommissie.

In dit artikel 4, § 3 wordt bepaald dat elk Collegelid elk ontwerp van reglementaire handeling dat onder zijn of haar bevoegdheden valt beoordeelt in het licht van het handstreamingprincipe.

Onderhavig ontwerp van wijzigingsbesluit is algemeen van strekking en heeft specifiek betrekking op de verenigingen die actief zijn in het kader van het onthaaltraject voor nieuwkomers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Er kan daarom van uitgegaan worden dat het geen impact heeft op de situatie van personen met een handicap.

R. VERVOORT,
Collegelid bevoegd voor Sociale Samenhang